



SÉMA-E

201, boulevard Jean Moulin - BP 90036 - 49401 SAUMUR Cedex

02 41 67 08 17 - accueil@sema-e49.com

sema-e49.com

vu pour être annexé à la délibération 2020-166 DC

du 1er octobre 2020



Rapport du mandataire 2019

Communauté
d'agglomération
Saumur Val de Loire

SOMMAIRE

Partie 1. VIE DE LA SOCIETE.....	4
A. Vie sociale.....	4
1. Gouvernance et mandataires sociaux.....	4
2. Examen des conventions règlementées de l'exercice	4
3. Actionnariat et administrateurs.....	6
4. Comité d'étude en charge de la commande publique	7
5. Commissaires aux comptes	7
6. Filiales et participations.....	7
B. Le personnel de la SemA-E	8
1. Évolution globale des effectifs	8
2. Organigramme de la société au 1er décembre 2019.....	9
3. Type de contrat	9
4. Recours à l'Intérim	10
5. Pyramide des âges et moyenne d'âge par sexe	10
6. Rémunération – Masse salariale	11
7. Dialogue social	12
8. Prévention des risques professionnels.....	12
9. Absentéisme – Accidents de travail.....	12
10. Plan de formation 2019.....	13
Partie 2. EXERCICE DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR.....	14
A. Les représentants de la CASVL au sein de la SéMA-E.....	14
B. Le fonctionnement du Conseil d'administration	14
C. Les assemblées générales	15
Partie 3. LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS.....	16
A. Les principaux chiffres.....	16
B. Analyse du bilan	17
C. Principaux ratios.....	17
D. Analyse du compte de résultat	18
1. Le compte d'exploitation.....	18
2. Détail des éléments financiers.....	19
E. Les soldes intermédiaires de gestion	20
1. La valeur ajoutée produite	20
2. L'excédent brut d'exploitation.....	20
F. Analyse de l'endettement	21
G. Évolution de la trésorerie.....	22
Partie 4. ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ AU SEIN DE LA SÉMA-E.....	24

A. Capital souscrit.....	24
B. Garantie d'emprunt.....	24
C. Conventions.....	24
Partie 5. APPORTS DE LA SÉMA-E À LA COLLECTIVITE	25
A. Présentation des EPL	25
B. Apports de la société à la CASVL et au territoire.....	26

Partie 1. VIE DE LA SOCIETE

A. Vie sociale

1. Gouvernance et mandataires sociaux

Par délibération en date du 17 juin 2014, le Conseil d'administration a opté pour la dissociation des fonctions de Président et de Directeur général.

La Directrice générale a été nommée par le conseil d'administration du 14 novembre 2014.

Suite au renouvellement des représentants de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire lors du Conseil communautaire du 2 février 2017, M. Anatole Micheaud a été désigné pour assurer la fonction de Président du Conseil d'administration, par délibération du Conseil d'administration du 20 mars 2017, pour la durée restante de son mandat d'élu.

2. Examen des conventions règlementées de l'exercice

a) Liste des conventions autorisées en 2019 par le Conseil d'administration

COSIGNATAIRE DE LA CONVENTION	OBJET	AUTORISATION EN CA	FIN DE LA CONVENTION
SPL Saumur Agglopropreté	Marché de gestion du centre de transfert de Bellevue	12 décembre 2018	5 ans éventuellement renouvelable 1 an soit le 31 décembre 2024 ou 2025
SPL Saumur Agglopropreté	Avenant n°1 à la convention 01/2016 fixant les modalités de remboursement par la SEMA-E des charges supportées par la SPL Saumur Agglopropreté relatives au fonctionnement du centre d'environnement de Bellevue – Saint Lambert des Levées	12 décembre 2018	31 décembre 2019
SPL Saumur Agglopropreté	Avenant n°2 à la convention 02/2016 fixant les modalités de remboursement par la SPL Saumur Agglopropreté des charges supportées par la SEMA-E relatives au fonctionnement du site du Clos Bonnet et son avenant	12 décembre 2018	31 décembre 2019

COSIGNATAIRE DE LA CONVENTION	OBJET	AUTORISATION EN CA	FIN DE LA CONVENTION
SPL Saumur Agglopropreté	Avenant n°2 à la convention 03/2016 fixant les modalités de remboursement par la SEMA-E des charges supportées par la SPL Saumur Agglopropreté relatives au fonctionnement du site du Clos Bonnet et son avenant	12 décembre 2018	31 décembre 2019
SPL Saumur Agglopropreté	Convention 2020/01 fixant les modalités de remboursement par la SEMA-E des charges supportées par la SPL Saumur Agglopropreté relatives au fonctionnement du centre d'environnement de Bellevue – Saint Lambert des Levées	12 décembre 2018	La convention couvre la durée de contrat de quasi-régie soit le 31 décembre 2024 ou 31 décembre 2025 en cas de prolongation du contrat
SPL Saumur Agglopropreté	Convention 2020/02 fixant les modalités de remboursement par la SPL Saumur Agglopropreté des charges supportées par la SEMA-E relatives au fonctionnement du site du Clos Bonnet	12 décembre 2018	La convention couvre la durée de contrat de quasi-régie soit le 31 décembre 2024 ou 31 décembre 2025 en cas de prolongation du contrat
SPL Saumur Agglopropreté	Convention 2020/03 fixant les modalités de remboursement par la SEMA-E des charges supportées par la SPL Saumur Agglopropreté relatives au fonctionnement du site du Clos Bonnet	12 décembre 2018	La convention couvre la durée de contrat de quasi-régie soit le 31 décembre 2024 ou 31 décembre 2025 en cas de prolongation du contrat
SAS Saumur Energies Vertes	Convention d'apport en compte courant	12 décembre 2018	

b) Conventions ayant connue une modification durant l'année 2019

Néant

c) Conventions courantes avec la SPL Saumur Agglopropreté

Comme tous les ans, plusieurs conventions ont été passées en 2019 entre Saumur Agglopropreté et la SéMA-E dans le cadre d'opérations courantes et conclues à des conditions normales. Ce sont les conventions suivantes :

- location de véhicules avec ou sans chauffeurs, lors d'indisponibilité de véhicules d'une des deux sociétés.
- location de la chargeuse pour effectuer le poussage des déchets verts le week-end sur la plateforme de la déchèterie de Bellevue.
- prestation de balayage des zones d'activités, pour le compte de la Communauté d'agglomération.

d) Conventions courantes avec d'autres actionnaires ou administrateurs

La société a conclu diverses conventions avec des actionnaires ou des administrateurs dans le cadre de son activité. Il s'agit notamment de prestations que ses actionnaires ou administrateurs lui sous-traitent, dans le cadre de contrat (collecte du center parcs en sous-traitance de Veolia, transport des déchets verts de la ville de Saumur pour la SARL Moulin des Chasles, location de remorque porte-caisson à Veolia dans le cadre d'une sous-traitance, ...). Il s'agit aussi de contrat de traitement de déchets, comme le contrat passé entre la SAVED (filiale Veolia) et la Séma-E pour le traitement des DIB.

3. Actionnariat et administrateurs

Le tableau ci-dessous récapitule l'actionnariat et la répartition des postes d'administrateurs à la clôture de l'exercice écoulé.

SEML AGGLO ENVIRONNEMENT (SÉMA-E)
SITUATION ADMINISTRATIVE AU 31/12/2019
CAPITAL DE 245 000 EUROS DIVISE EN 1 750 ACTIONS DE 140 EUROS.

ACTIONNAIRES	%	NB ACTIONS	ADMINISTRATEURS
Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire	69 %	1205	Mme Sophie Anguenot Mme Sophie Tubiana M. Anatole Micheaud M. Dominique Sibileau M. Jean-Michel Marchand M. Jean-Marcel Supiot M. Grégory Pierre M. Eric Touron M. Jean-Luc Lhémanne
Représenté en AG par M. Anatole Micheaud			
Véolia - Grandjouan Saco	17 %	300	M. Alain Le Gall
Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Anjou	6 %	100	M. Yannick Vitré
Chambre de Commerce et d'Industrie du Maine et Loire	2 %	30	M. Jean-Benoît Portier
Citec Environnement	2 %	30	-
Henri Passenaud Récupération	2 %	30	-
Ecosys	1 %	20	-
Sarl Moulin des Chasles	1 %	20	M. Lucien Gerbier
Performance Environnement	1 %	15	-

4. Comité d'étude en charge de la commande publique

En Conseil d'administration du 25 avril 2018, il a été validé le guide des procédures d'achat pour les marchés de travaux, de fournitures et de services passés selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 42-2° de l'ordonnance n° 2015-899 et de l'article 27 du décret n° 2016-360.

Le Conseil d'administration a validé que le comité d'étude de la commande publique, mis en place en 2017, fasse office de commission d'appel d'offres.

Le Conseil d'administration a décidé que le président de cette commission soit Dominique Sibileau.

5. Commissaires aux comptes

Le tableau ci-dessous récapitule les mandats des commissaires aux comptes.

NOMS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	DUREE – MANDAT (DANS LES STATUTS)	DATE DE RENOUELEMENT DU MANDAT EN AGO
Titulaire : M. Sylvain Bégenne de TGS audit	6 ans	18 juin 2018
Suppléant : Mme Anne Mochet de TGS audit	6 ans	18 juin 2018

6. Filiales et participations

La SémA-E ne dispose pas de filiale et a pris des participations dans deux sociétés : la SAS Saumur Energies Vertes et la SAS Or Norme.

Ces prises de participations correspondent aux orientations de développement de la SémA-E définies en 2017, qui proposent de soutenir et d'accompagner des projets dans le domaine de la valorisation des déchets et de l'économie circulaire sur le territoire.

a) SAS Saumur Energies Vertes

La SAS Saumur Energies Vertes a été créée le 30 mai 2017, pour porter deux projets :

- une unité de méthanisation à Chacé ;
- une station de distribution de bio-GNV à Saumur.

La société est détenue à parité par trois associés, LBG Environnement, représentée par Lucien Gerbier, BFD développement, représentée par François Dusannier et la SémA-E. En 2019, François Dusannier a vendu la moitié de ses parts à la société MCPA, détenue par son frère.

En plus de sa participation au capital, la SémA-E a effectué plusieurs apports en compte courant d'associés pour permettre la réalisation des projets. Une convention en compte courant a été rédigée pour formaliser les conditions d'utilisation du compte courant d'associé, validée lors du Conseil d'Administration du 18 décembre 2019.

Le 1er exercice comptable de la SAS Saumur Energies Vertes, d'une durée exceptionnelle de 19 mois, s'est soldé par une perte de 12 450,76 €.

b) SAS Or Norme

Le projet, porté par l'association Valorise, est de créer une entreprise de transformation de fruits et légumes déclassés.

Il présente les atouts suivants :

- il répond à des enjeux réels de réduction des déchets et de développement de l'économie circulaire ;
- il est ancré dans le territoire saumurois puisque la fourniture des fruits et légumes se fera quasi exclusivement avec des producteurs locaux.

Le Conseil d'Administration du 15 mai 2019 a validé l'entrée de la SEMA-E au capital de la société Or Norme, à hauteur de 20 000 €, considérant ce projet comme intéressant pour le territoire, tant au niveau de la réduction des déchets et de la lutte contre le gaspillage alimentaire, que pour la création d'une zone d'activité économique, sociale et environnementale à Brain sur Allonnes. Ce projet est en cohérence et en complémentarité avec les projets portés par la SEMA-E et son objet social.

B. Le personnel de la SemA-E

1. Évolution globale des effectifs

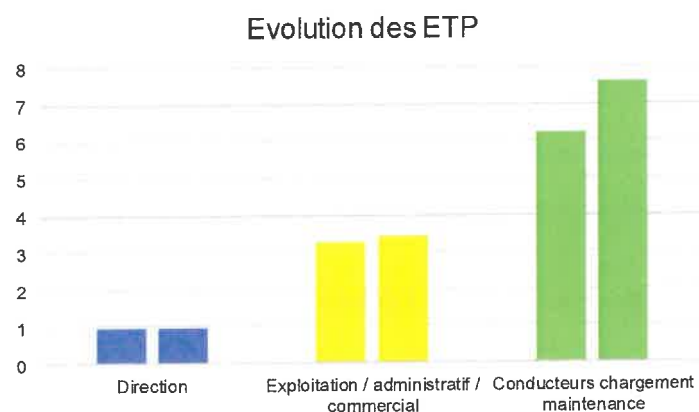
Au 31 décembre 2019, la SEMA-E compte 19 personnes physiques (en contrat à durée indéterminée et déterminée), correspondant à 11,64 ETP sur l'ensemble de l'année.

L'organigramme a connu quelques modifications en 2019 :

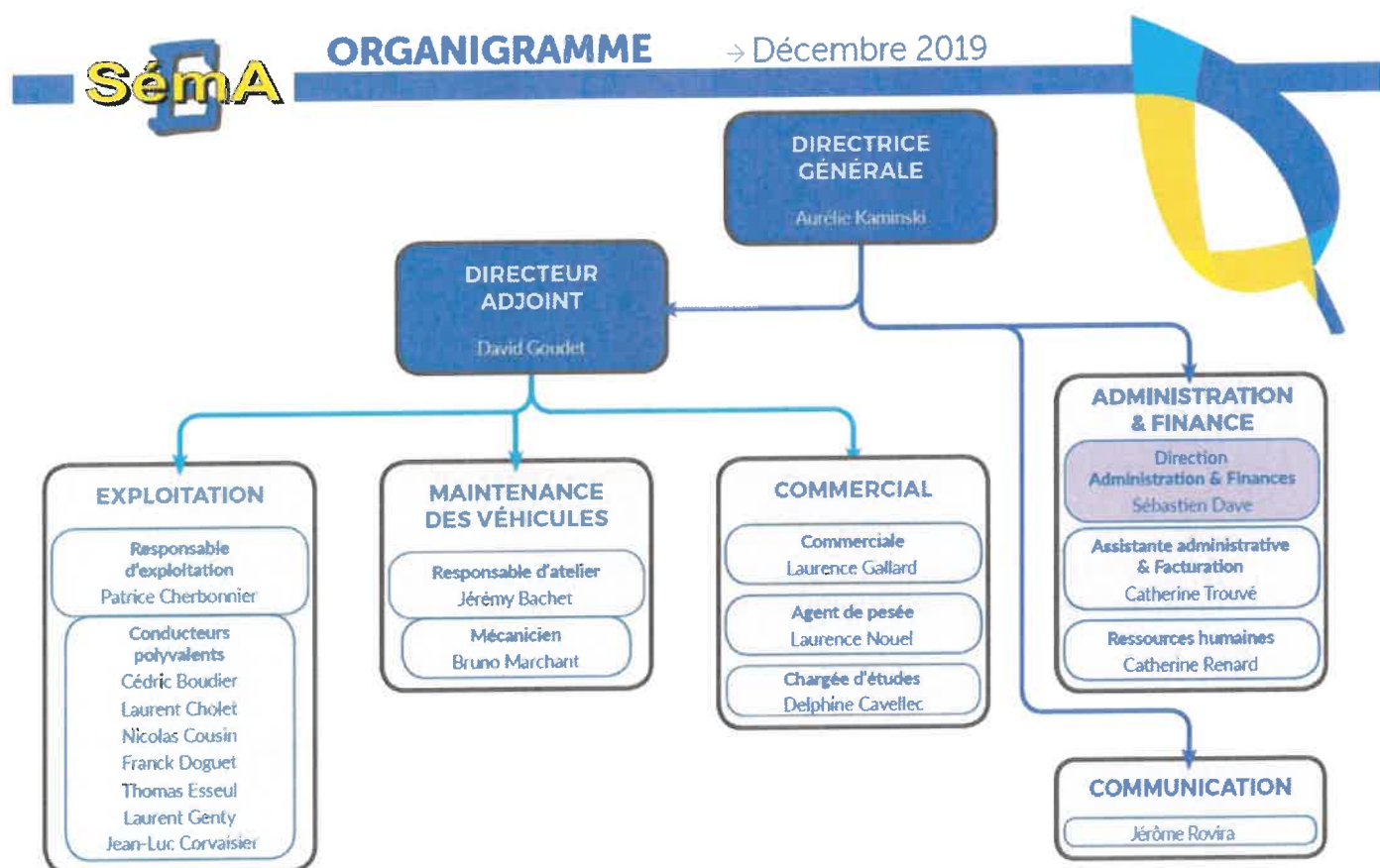
- le 21 janvier, recrutement en CDI de Jérôme ROVIRA en qualité de chargé de communication (en remplacement de Léa DUBOIS, qui a quitté la structure au 25/01) ;
- embauche en CDI de Jean-Luc CORVAISIER en qualité de chauffeur le 1^{er} mars ;
- embauche à temps partiel de Sébastien DAVE le 23 septembre, en tant que Directeur administratif et financier.

EMPLOIS	NOMBRE DE SALARIES AU 31 DECEMBRE 2019	NOMBRE D'ETP AU 31 DECEMBRE 2019
Direction	2	0,95
Exploitation administratif commercial	8	3,43
Conducteurs chargement maintenance	9	7,61
Total	19	11,99

L'effectif total augmente légèrement par rapport à 2018 :



2. Organigramme de la société au 1er décembre 2019



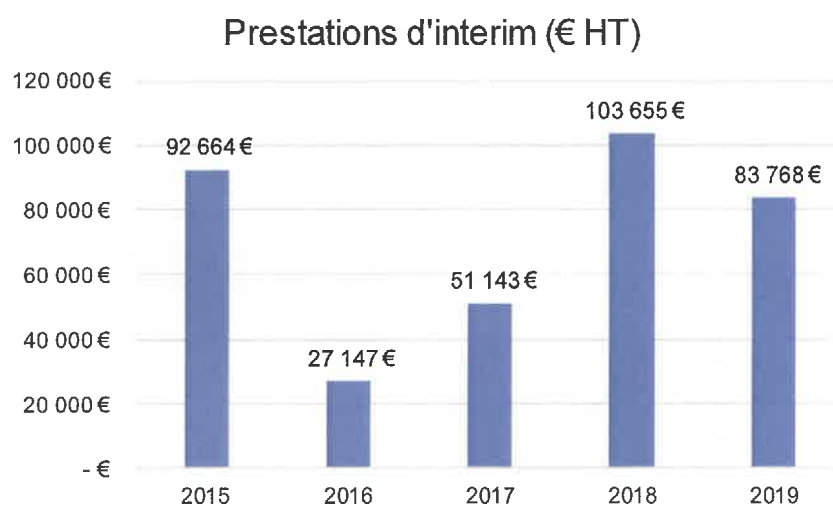
3. Type de contrat

Ce tableau compile les contrats enregistrés dans l'entreprise durant l'année, démission et embauche comprises.

	2016	2017	2018	2019	VARIATION
Déterminée	0	0	1	0	-100%
Indéterminée	23	21	18	21	+16%
Total	23	21	19	21	+10%

La société n'a eu recours à aucun contrat en CDD en 2019. En effet, il est plutôt fait appel à de l'intérim.

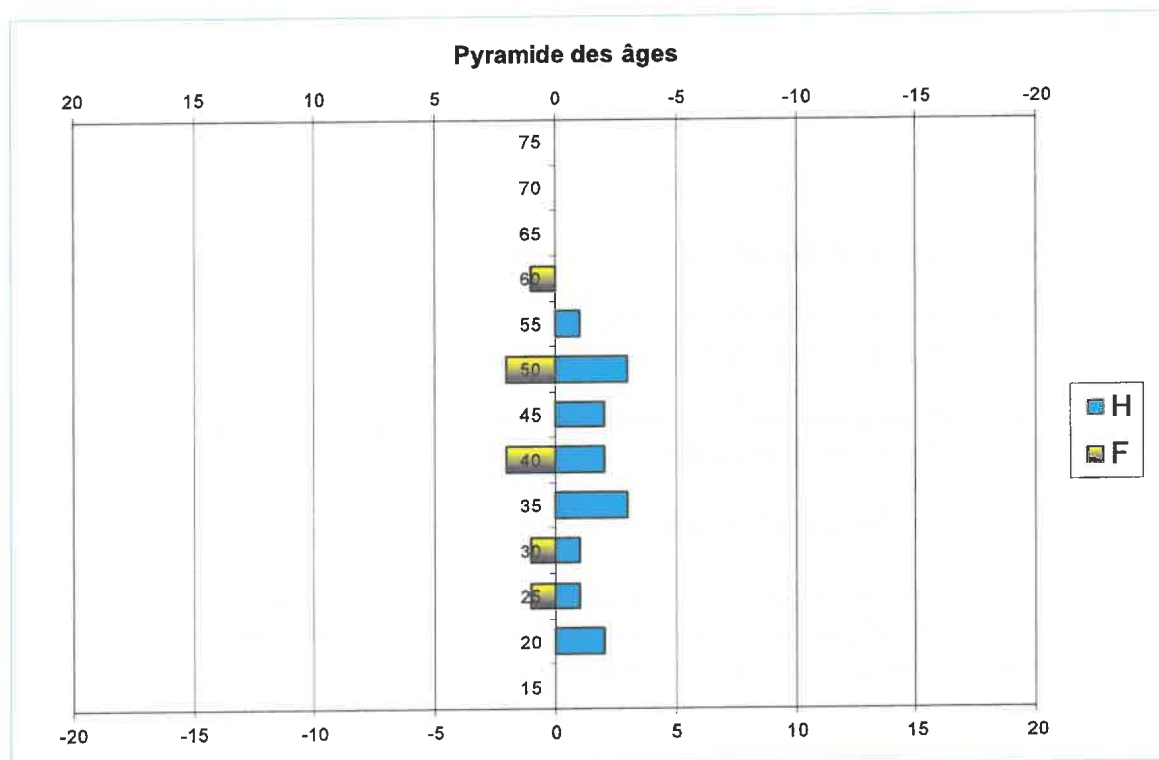
4. Recours à l'Intérim



Après 3 années de hausse consécutives, le recours à l'intérim diminue en 2019, pour deux raisons essentielles :

- le recrutement d'un chauffeur pour accompagner la hausse d'activité ;
- le recours à une entreprise pour assurer la prestation de nettoyage des locaux.

5. Pyramide des âges et moyenne d'âge par sexe



Au 31/12/2019, l'âge moyen est de 44 ans :

- 43 ans pour le personnel homme (13 salariés)
- 47 ans pour le personnel femme (6 salariées).

6. Rémunération – Masse salariale

	2017	2018	2019	VARIATION
Total brut	323 648 €	338 252 €	407 237 €	20,38%
Charges patronales	149 825 €	153 697 €	162 396 €	5,66%
Coût entreprise	479 163 €	498 030 €	576 367 €	15,73%
Taux de charges patronales	46,29%	45,44%	39,88%	-12,24%
Heures indemnisées	17 007 h	18 318	22 705	23,95%
Heures travaillées	15 329 h	15 826	19 952	26,07%
Coût horaire moyen	28,17 €	27,19 €	25,39	-6,63%

L'augmentation de la masse salariale s'explique par :

- le recrutement d'un chauffeur (pour faire face à l'augmentation d'activité) ;
- le renforcement des fonctions support avec l'augmentation du temps de travail de la gestionnaire administrative et financière (passage de 20 à 30 h par semaine dès janvier) et le recrutement d'un directeur administratif et financier à temps partiel (9h / semaine) en septembre.

Les charges patronales sont en baisse de 5,66% car des dispositions réglementaires ont remplacé le CICE par un allègement de charges patronales en 2019.

Au final, le coût horaire moyen est en baisse de 6,63%.

7. Dialogue social

Le mandat du délégué du personnel s'est terminé en 2018.

La SEMA-E devra organiser en 2020 les élections du Comité social et économique (CSE), car l'effectif de 11 ETP sera atteint pendant 12 mois consécutifs.

En 2019, la direction a organisé plusieurs réunions avec le personnel pour faire le point sur le développement et les projets de la société.

8. Prévention des risques professionnels

La SEMA-E accorde une place importante à la sécurité de ses salariés. Cela se traduit par un budget formation dédié à cette thématique, une animation de la sécurité au sein de l'entreprise et une recherche d'amélioration continue en matière de prévention des risques professionnels.

En 2018, un groupe de travail a été créé pour refondre et mettre à jour le Document d'Evaluation des Risques Professionnels. Ce projet, mené en commun au sein de la SEMA-E et de la SPL Saumur Agglopropreté pendant six mois fin 2018 et début 2019, a impliqué l'ensemble des salariés. Des échanges avec les agents de terrain ont permis d'évaluer les risques auxquels ils étaient exposés et de voir avec eux les solutions qui pourraient être mises en place.

Le travail mené et le Document Unique d'Evaluation des Risques créé ont été présentés aux membres du CHS en février 2019.

La finalisation du document de la SEMA-E avec ses métiers spécifiques (balayage, chargement) a été faite au deuxième semestre 2019 et il reste à terminer en 2020 les plans de prévention.

Pour rappel, l'instance CHS, mutualisée avec la SPL Saumur Agglopropreté de par les enjeux qui sont communs, n'est pas obligatoire dans les entreprises de moins de 50 salariés. Cette instance a été mise en place de manière volontaire par la direction. Le CHS est composé de la direction, des représentants du personnel, de la gestionnaire RH, de la médecine du travail et de la chargée de prévention de la communauté d'agglomération.

Un point sur les accidents de travail est notamment réalisé régulièrement. Une journée prévention routière a été organisée le 3 octobre 2019.

9. Absentéisme – Accidents de travail

On décompte en 2019 un accident du travail. Un chauffeur s'est cogné le bras droit. Cet accident n'a pas donné lieu à des jours d'arrêt de travail.

Par contre, on dénombre 33 jours d'arrêt de travail en 2019. Ces arrêts sont liés à des accidents de travail qui ont eu lieu en 2018 (une prolongation et une rechute).

Au final, le nombre d'heures d'absence pour accident du travail est en forte baisse sur l'année (-73%).

ABSENCES (NB HEURES)	2017	2018	2019	VARIATION
Maladie	256	340	438	+28%
Maternité / Paternité	0	56	25	-55%
Accident du travail	81	1 168	315	-73%
Absences diverses (dont congés)	1 703	1 743	2 159	23%
TOTAL	2 040	3 307	2 937	-11%

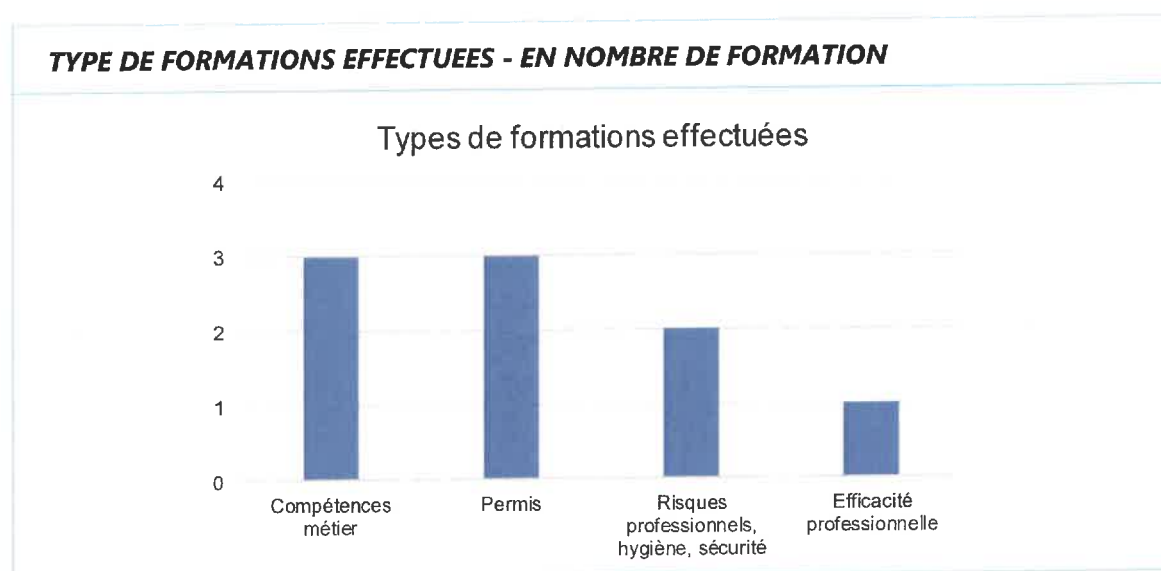
La forte baisse des heures d'absence pour accident du travail est à l'origine d'une baisse significative des absences globales sur 2019 (-11%).
Le taux d'absentéisme s'élève à 3,94%.

10. Plan de formation 2019

17 personnes ont suivi une formation en 2019 sur les 19 salariés en poste au 31 décembre 2019.
Tous les salariés à temps plein ont reçu une formation.

9 formations ont été organisées pour un volume horaire global de formation de 152 heures.

Le graphique ci-dessous présente la diversité des formations effectuées en 2019 ; on constate que la moitié des formations sont des formations obligatoires (permis, FCO) ou liées à la sécurité des salariés (SST).



Partie 2. EXERCICE DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR

A. Les représentants de la CASVL au sein de la Séma-E

Pour rappel, la société est gérée par un Conseil d'administration, où siègent 13 administrateurs, dont 9 sont les représentants de la Communauté d'Agglomération.

Suite à un changement début 2018, les représentants sont les suivants :

- Mme Sophie Anguenot
- Mme Sophie Tubiana
- M. Anatole Micheaud
- M. Dominique Sibileau
- M. Jean-Michel Marchand
- M. Jean-Marcel Supiot
- M. Grégory Pierre
- M. Eric Touron
- M. Jean-Luc Lhémanne

La Communauté d'Agglomération est la seule collectivité locale actionnaire de la Seml Agglo Environnement. Elle détient 69 % des actions et est représentée à l'Assemblée générale par M. Anatole Micheaud.

La CASVL préside la société et son représentant Anatole MICHEAUD, assure la présidence en son nom.

B. Le fonctionnement du Conseil d'administration

En 2019, 5 conseils d'administration ont eu lieu :

- Le 27 mars 2019, consacré essentiellement :
 - au bilan annuel de l'année 2018 avec la validation du rapport de gestion ;
 - à l'arrêté des comptes 2018 ;
 - au financement des projets de Saumur Energies Vertes.
- Le 15 mai 2019, consacré essentiellement :
 - à la prise de participation dans la société Or Norme ;
- Le 10 juillet 2019, consacré essentiellement :
 - à l'emprunt pour le financement de la rénovation des locaux.
- Le 16 octobre 2019, consacré essentiellement :
 - à un point sur l'activité de la société : retour sur l'année 2019 et perspectives 2020.
- Le 18 décembre 2019, consacré essentiellement :
 - à la validation du budget 2020 ;
 - à la validation des placements financiers et à la nouvelle répartition des flux entre partenaires bancaires ;
 - à la validation des conventions et avenants concernant la répartition des charges communes à la SPL et à la SEMA-E sur les sites de Bellevue et du Clos Bonnet.

Par ailleurs, un point sur les marchés (demande d'autorisation pour le lancement et information sur les conditions d'attribution : montants et candidats retenus) a été réalisé régulièrement pendant l'année à l'occasion de plusieurs Conseils d'Administration.

C. Les assemblées générales

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 27 juin 2019 pour approuver les comptes de la société.

Partie 3. LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Nous vous proposons de vous présenter dans cette partie du rapport de gestion **les résultats les plus significatifs**, dans les domaines comptables et financiers.

Vous trouverez en annexe le détail du compte de gestion et du bilan, extrait de la liasse fiscale.

A. Les principaux chiffres

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

En vue de donner une vue claire et synthétique de l'activité de la société et de son évolution, nous vous présenterons ci-après les chiffres les plus significatifs.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 :

Le **chiffre d'affaires** H.T. s'est élevé à **1 562 554 euros** contre 1 466 882 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de **+6 %** ;

Le total des **produits d'exploitation** s'élève à **1 604 766 euros** contre 1 494 397 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de **+7 %** ;

Les **charges d'exploitation** de l'exercice se sont élevées à **1 601 648 euros** contre 1 418 415 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de **+12 %** ;

Le **résultat d'exploitation** ressort à **3 118 euros** contre 75 982 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de **-96 %** ;

Le montant des **traitements et salaires** s'élève à **437 558 euros** contre 358 129 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de **+22 %** ;

Le montant des **charges sociales** s'élève à **155 177 euros** contre 152 641 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de **+17 %** ;

Le montant des dépenses de **travail intérimaire** se sont élevées à **83 768 euros** contre 103 655 euros au titre de l'exercice précédent, soit une baisse de **19 %**.

Compte tenu d'un **résultat financier** de **-16 880 euros** contre -20 361 euros au titre de l'exercice précédent, le **résultat courant avant impôt** de l'exercice ressort à **-13 762 euros** contre 55 621 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de -69 383 euros.

Compte tenu des éléments ci-dessus, du **résultat exceptionnel** de **19 261 euros** contre 14 044 euros au titre de l'exercice précédent, de **l'impôt sur les sociétés** de **1 629 euros**, le résultat de l'exercice se solde par un **bénéfice de 3 870 euros** contre 64 675 euros au titre de l'exercice précédent, soit une variation de -94 %.

Au 31 Décembre 2019, le **total du bilan** de la Société s'élevait à **2 925 561 euros** contre 2 720 555 euros pour l'exercice précédent. **L'actif immobilisé** est de **1 619 689 euros** contre 1 182 675 euros pour l'exercice précédent soit une variation de **+37 %**. **L'actif circulant** est de **1 305 871 euros** contre 1 537 879 euros pour l'exercice précédent, soit une baisse de **15 %**.

Les **capitaux propres** sont de **1 806 215 euros** contre 1 840 777 €, soit une variation de **-2 %**.

B. Analyse du bilan

Au niveau de l'actif, on constate une hausse de 37% des actifs immobilisés (1 619 689 € en 2019 contre 1 182 675 € en 2018).

Cette hausse importante trouve son origine dans :

- Le lancement des travaux d'agrandissement du siège, qui est porté par la SEMA-E, propriétaire des locaux. Au 31/12/2019, la valeur des travaux en cours portée à l'actif s'élevait à 221 447 € contre 13 742 € au 31/12/2018 (correspondant alors à des études réalisées) ;
- L'investissement dans une nouvelle balayeuse afin de répondre à la demande des collectivités (notamment dans le secteur de Montreuil Bellay) dans ce domaine et permettre de développer le chiffre d'affaires et dans un tracteur GNV pour le développement des activités de transport ;
- Le versement de plusieurs apports en compte courant d'associés de la société Saumur Energies Vertes, correspondant à une situation nette en 2019 de 145 000 € contre 30 000 € au 31 décembre 2018.

L'actif circulant s'inscrit en baisse de 15% (1 305 871 euros en 2019 contre 1 537 879 euros pour l'exercice précédent) essentiellement due à une baisse des disponibilités et valeurs mobilières de placement.

Après plusieurs années de hausse grâce aux bénéfices accumulés, les capitaux propres de l'entreprise diminuent légèrement (-2%).

Les dettes, notamment auprès des établissements de crédit, augmentent en 2019 avec la mise en place d'un prêt pour le financement des travaux (celui-ci étant débloqué en fonction de l'avancée des travaux) et pour l'achat du tracteur GNV (pour un montant de 170 000 €).

Même si les dettes bancaires augmentent, la société n'a toujours pas d'endettement net, puisque la somme des disponibilités et valeurs mobilières de placement reste supérieure à son endettement bancaire.

C. Principaux ratios

- Ratio d'autonomie financière (capitaux propres/total du bilan) : 62 %, contre 68% en 2018 ;
- Ratio de liquidité générale : 96% contre 106% en 2018 ;
- Ratio de couverture des emplois stables : 158% contre 206% en 2018 ;
- Ratio de vétusté : 37% contre 34% en 2018.

Les ratios d'endettement se dégradent légèrement mais la situation financière de la société reste très solide. L'entreprise garde une autonomie financière et possède toujours des capacités pour faire appel aux banques en cas de besoin.

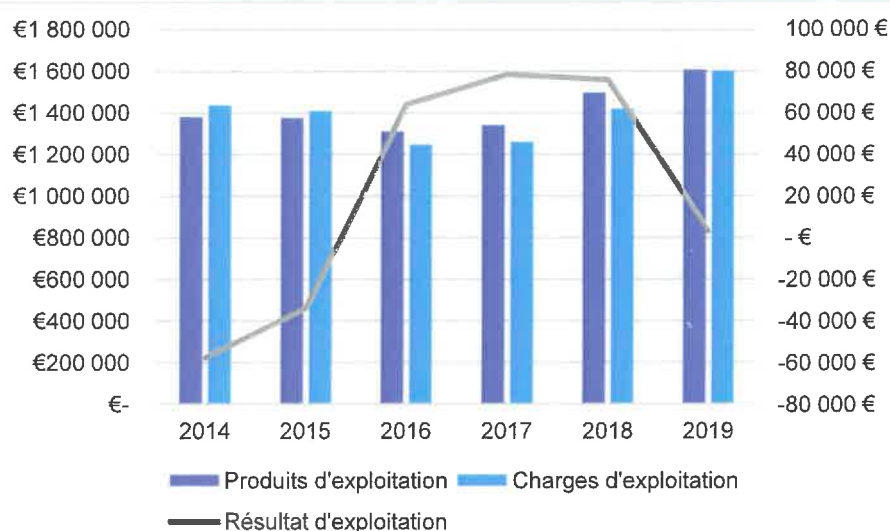
Le taux de vétusté s'améliore, ce qui signifie un rajeunissement installations et parc de véhicules. Cela s'explique par les investissements réalisés en 2019.

D. Analyse du compte de résultat

1. Le compte d'exploitation

	EXERCICE 2018	EXERCICE 2019	Evolution 2019 vs 2018
Produits d'exploitation	1 494 397,27 €	1 604 766,59 €	7,4%
Chiffre d'affaires	1 466 882,57 €	1 562 554,18 €	6,5%
Subvention d'exploitation	3 000,00 €	- €	-100,0%
Reprises DAP, transfert de charges	24 497,01 €	42 212,19 €	72,3%
Autres produits	17,69 €	0,22 €	-98,8%
Charges d'exploitation	1 418 415,08 €	1 601 648,27 €	12,9%
Achat bacs	1 086,25 €	2 262,40 €	108,3%
Autres achats et charges externes	710 117,93 €	776 266,70 €	9,3%
Impôts et taxes	15 032,23 €	14 174,52 €	-5,7%
Salaires et traitements	358 129,58 €	437 558,39 €	22,2%
Charges sociales	152 640,99 €	155 177,21 €	1,7%
Dotation amortissement	180 252,10 €	214 976,30 €	19,3%
Autres dotations	413,00 €	1 204,00 €	191,5%
Autres charges	743,00 €	28,75 €	-96,1%
Résultat d'exploitation	75 982,19 €	3 118,32 €	-95,9%

ÉVOLUTION DU RESULTAT D'EXPLOITATION 2014/2019



Les produits et les charges d'exploitation sont en hausse sur 2019.

Les produits d'exploitation augmentent de 7% et les charges d'exploitation sont en hausse de 12%. Cette hausse plus rapide des charges d'exploitation explique que le résultat d'exploitation soit en baisse de 72 864 € par rapport à 2018. Il s'établit à l'équilibre en 2019 (3 118 €).

La hausse des charges d'exploitation trouve son origine essentiellement dans les charges externes.

De nombreuses augmentations sont liées, au moins en partie, à la hausse d'activité :

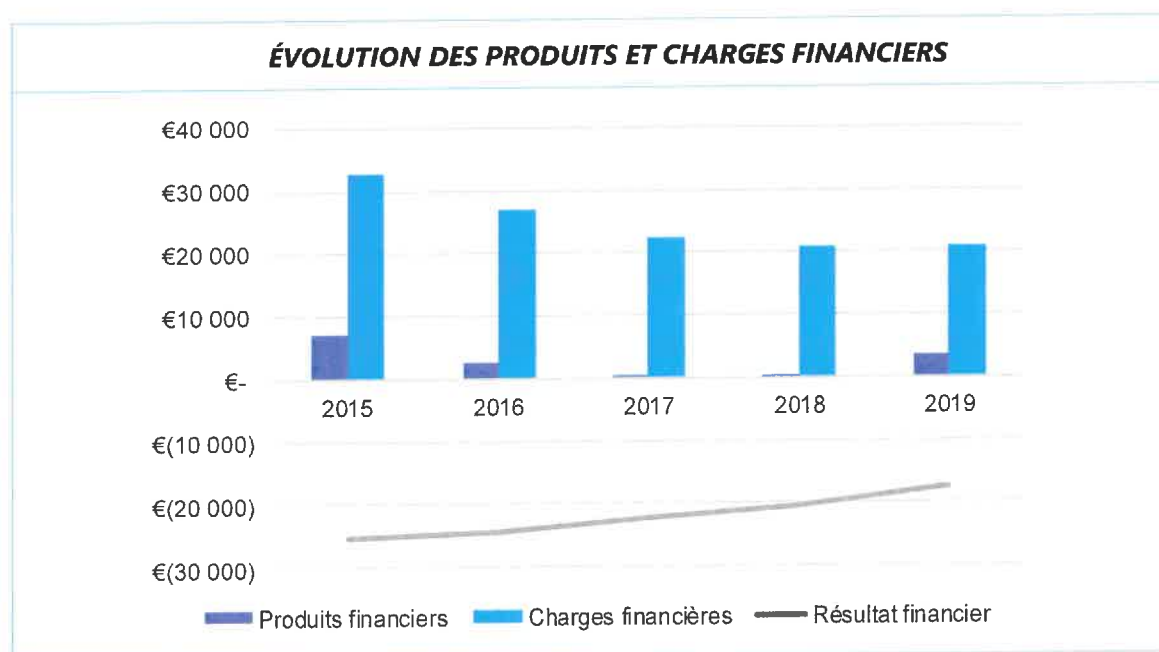
- 10 k€ sur le poste sous-traitance (+4%) ;
- 82 k€ sur le poste charges de personnel (+4%) ;
- 49 k€ concernant l'entretien des véhicules (+63%) ;
- 25 k€ sur le poste carburant (+16%) ;

Le nombre de kilomètres effectués par les véhicules de la SEMA-E est en effet en hausse de 21% (+82 911 kms effectués).

A cela s'ajoute des coûts exceptionnels liés aux travaux d'extension du siège. En effet, on constate 23 k€ de frais de location immobilière et 20 k€ de dotations aux amortissements correspondant à la mise à disposition des bureaux provisoires en attendant l'achèvement des travaux.

La hausse de l'entretien des véhicules est aussi une conséquence du vieillissement du parc. C'est pourquoi un plan d'investissements a été soumis au Conseil d'Administration en février 2020 pour renouveler les véhicules.

2. Détail des éléments financiers



Les produits financiers sont quasi nuls, la société n'ayant que des placements à court terme, très peu rémunérés.

Les charges financières sont quant à elles liées aux intérêts d'emprunt pour le financement du siège du Boulevard Jean Moulin. Ce montant est naturellement dégressif, mais l'effet est accentué par la renégociation des taux qui a eu lieu début 2016. En 2017, la société a contracté un nouvel emprunt, mais avec un faible impact sur les charges financières, du fait du très faible taux obtenu (0.7% sur 5 ans).

Les charges financières évoluent à nouveau à la hausse en 2019 à cause de la contractualisation de deux nouveaux emprunts supplémentaires pour le financement des travaux du siège et l'achat d'un tracteur.

Cette tendance va s'accroître en 2020 car les charges financières auront un impact sur une année entière (les prêts ont été mis en place en cours d'année 2019), et le prêt concernant les travaux est débloqué au fur et mesure de l'avancée des travaux.

Le résultat financier évolue de la manière suivante depuis cinq ans

2014	2015	2016	2017	2018
- 24 711,89 €	- 25 246,39 €	- 24 293,37 €	- 22 312,73 €	- 20 360,76 €

E. Les soldes intermédiaires de gestion

1. La valeur ajoutée produite

La valeur ajoutée se calcule en soustrayant du chiffre d'affaires le coût des matières premières, de la sous-traitance, des autres achats et des charges externes.

	EXERCICE 2019	EN %*	Exercice 2018	en %*	Exercice 2017	en %*
Valeur ajoutée	784 025 €	50%	755 678 €	52%	732 024 €	55%

* Du chiffre d'affaires

La valeur ajoutée augmente de 19 k€ par rapport à 2018, du fait de l'augmentation du chiffre d'affaires, mais le ratio VA/CA baisse du fait de l'augmentation des charges comme le carburant ou les frais d'entretien comme analysé précédemment.

2. L'excédent brut d'exploitation

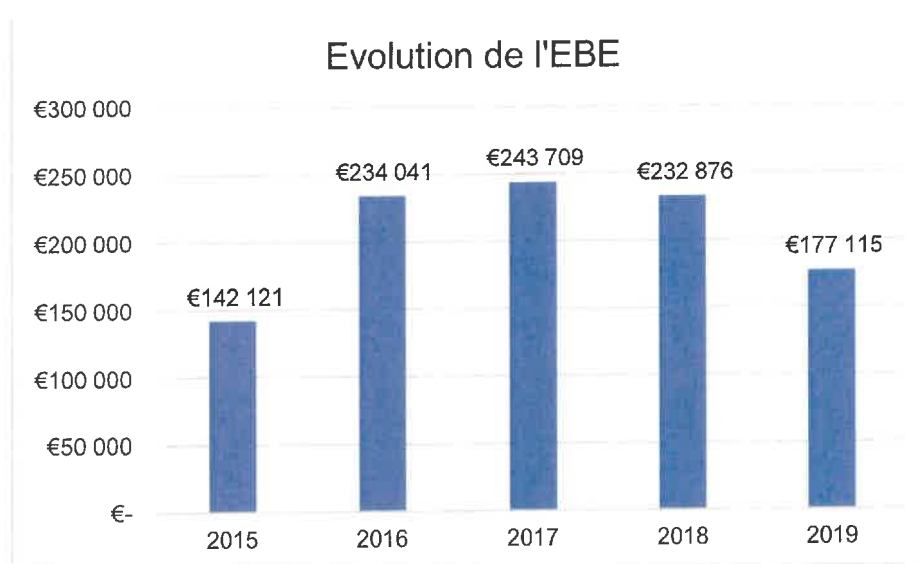
L'excédent Brut d'Exploitation (EBE) mesure la performance économique de notre société, c'est-à-dire celle que réalise sa seule exploitation, avant prise en compte de décisions "politiques" ou d'incidences fiscales qui n'affectent, elles, que le résultat final.

Pour le calculer, on soustraie de la valeur ajoutée les impôts et taxes, les salaires et les charges sociales.

En 2019, l'augmentation des frais de personnel impacte l'EBE.

	Exercice 2019	en %*	Exercice 2018	En %*	Variation 2019/2018	En %
Excédent brut d'exploitation	177 115 €	11%	232 876 €	16%	- 55 761 €	-24%

* Du chiffre d'affaires



F. Analyse de l'endettement

La dette de l'entreprise est de 755 346,34 € en 2019 contre 597 492,35 € en 2018 (en hausse de 157 854 €, soit +26%).

Elle est constituée par quatre crédits :

- Un premier crédit pour le financement du site 201 bd Jean Moulin et l'autre pour le financement des travaux d'agrandissement ;
- Un autre crédit pour l'acquisition d'un camion en 2017 ;
- Un quatrième crédit pour l'acquisition du tracteur en 2019.

2 crédits sur les 4 ont été contractés en 2019, ce qui explique l'augmentation de l'endettement en 2019.

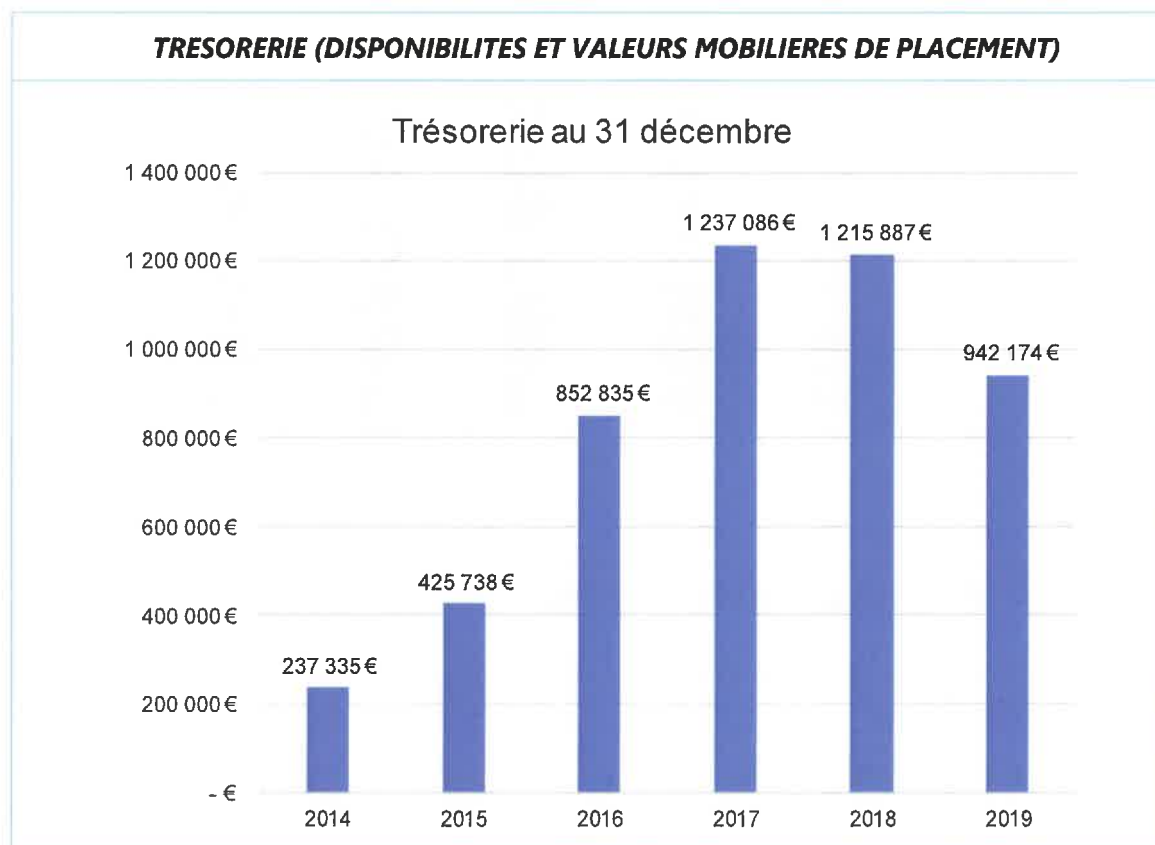
Malgré tout, les ratios financiers restent solides.

Le ratio d'autonomie financière (capitaux propres / capitaux permanent dont les dettes financières) montre que la structure n'est pas très dépendante des financements externes et gardent donc des marges de manœuvres générées par ses fonds propres importants.

Le *gearing ratio*, ou ratio d'endettement (dette, diminuée de la trésorerie / montant des capitaux propres) et le ratio d'indépendance financière (fonds propres / dettes bancaires) mettent en évidence la solidité de la structure financière de la SEMA-E, même s'ils se dégradent en 2019. Les disponibilités et fonds propres restent supérieurs aux emprunts.

Ratios	exercice 2019	exercice 2018
Ratio d'autonomie financière	71%	75 %
Ratio d'indépendance financière	308%	239%
Gearing ratio	-10%	-33%

G. Évolution de la trésorerie



Depuis 2014, la trésorerie de la SEMA-E a augmenté grâce à la vente de matériel à Saumur Agglopropreté et, en 2017 à la vente de la déchèterie à la Communauté d'agglomération.

Depuis 2018, la SEMA-E a investi dans de nouveaux projets (Saumur Energies Vertes et Or Norme) avec des versements importants en compte courants. Ces investissements, cumulés avec le paiement des premières échéances pour les travaux de l'agrandissement du siège en 2019, ont contribué à une réduction du montant de la trésorerie, qui reste toutefois à un niveau confortable.

En novembre 2019, des comptes à terme sont arrivés à échéance et nous ont été remboursés, pour un montant de 350 000 €. Le Conseil d'Administration a validé la proposition d'investir à nouveau dans des DAT en 2020 et de souscrire des parts sociales auprès d'une nouvelle banque partenaire, le Crédit Coopératif.

H. Factures non réglées à la date de clôture

Article D. 441 I, 1° du Code de commerce : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

Tranches de retard de paiement	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus
Montant total TTC des factures concernées	117 133 €	93 772 €	0 euros	0 euros

Partie 4. ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITÉ AU SEIN DE LA SÉMA-E

A. Capital souscrit

Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 2014, la part de capital de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est passée à 168 700 €. Elle est divisée en 1 205 actions d'une valeur de 140 € chacune.

B. Garantie d'emprunt

Aucun emprunt de la Séma-E n'est garanti par la collectivité.

C. Conventions

La SemA-E et la CASVL ont renouvelé pour 5 ans fin 2018 la convention d'occupation du domaine public pour le site de Bellevue, permettant à la SemA-E d'utiliser ce site pour exploiter une déchèterie professionnelle, ainsi que pour le stationnement d'une partie de ses véhicules et l'installation de locaux sociaux.

Partie 5. APPORTS DE LA SÉMA-E À LA COLLECTIVITE

A. Présentation des EPL

EPL = ENTREPRISES PUBLIQUES LOCALES		
Entreprises	Publiques	Locales
Les EPL sont des sociétés anonymes régies pour l'essentiel par le Code de commerce. Ce statut est gage de souplesse, de réactivité et de transparence pour les collectivités locales à la fois actionnaires et clientes. Dans les Sem, les actionnaires privés apportent leur savoir-faire et contribuent au management de l'entreprise. Comme toutes les entreprises, les EPL recherchent la satisfaction du client, la performance de gestion, la création de résultats ainsi que la motivation de ses salariés et actionnaires.	Les EPL interviennent dans le cadre des compétences des collectivités locales et se voient ainsi confier la réalisation ou la gestion de multiples missions et services d'intérêt public. Le capital des EPL est majoritairement ou exclusivement détenu les collectivités locales. Une telle maîtrise est pour ces dernières l'assurance que les EPL intégreront pleinement leurs orientations stratégiques et politiques.	L'une des principales forces des Epl réside dans la connaissance du territoire dans lequel elles sont enracinées. Elles apportent des solutions adaptées aux enjeux locaux, privilégient les ressources locales, créent des emplois de proximité durables et sont des entreprises indélocalisables.

La performance

Les EPL proposent une véritable gestion d'entreprise, source de performance, de réactivité et de souplesse. Leurs salariés relèvent du droit privé de même que leur comptabilité. Satisfaction du client, recherche de la rentabilité, rapidité des circuits de décision, adéquation constante des moyens aux objectifs de l'entreprise, sont les autres véritables plus apportés par les EPL à la gestion publique locale.

L'ancrage territorial

Les EPL sont des entreprises localement enracinées et dédiées à l'attractivité, au développement et à la cohésion des territoires de leurs actionnaires publics. Elles apportent des solutions adaptées aux enjeux locaux, privilégient les ressources locales, créent des emplois de proximité durables et sont des entreprises indélocalisables.

La sécurité

Les élus administrateurs d'EPL disposent d'un régime de protection sécurisée puisque la responsabilité civile relève de la collectivité et non de l' élu mandataire.

La transparence

Les EPL se caractérisent également par la transparence de leur gestion. Ce sont des sociétés très contrôlées, cumulant des contrôles internes et externes à la fois publics (par exemple : Chambre régionale des comptes) et privés (par exemple : Services fiscaux).

La priorité donnée à l'intérêt général et aux citoyens

Si les EPL doivent s'inscrire dans une logique de performance, celle-ci n'est pas guidée par une recherche exclusive de profits. Dans une EPL, l'intérêt général et celui des citoyens priment sur les intérêts purement financiers.

B. Apports de la société à la CASVL et au territoire

Lien entre la Séma-E et la CASVL

Suite à la création de la SPL Saumur Agglopropreté, la Séma-E n'intervient pas en direct pour la CASVL, mais plutôt en sous-traitance de Saumur Agglopropreté (balayage des zones d'activités).

En tant que prestataire pour les acteurs du territoire

La société assure des prestations pour les collectivités du territoire : elle réalise en effet des :

- Prestation de balayage (contrats annuels ou pluriannuels)
- Prestation de collecte de déchets (dont gestion des archives)

Par ailleurs, elle assure des services à destination d'établissements publics du territoire : IFCE, Hôpital de Saumur, Établissements scolaires et d'enseignement agricole, mais aussi pour Saumur Habitat.

Elle compte aussi parmi ses clients des acteurs touristiques importants du saumurois comme les campings ou le club Belambra.

En sous-traitance, elle intervient pour gérer les déchets de la SAUR (DSP de l'agglomération saumuroise) et de Dalkia (DSP chaudière du Chemin vert).

En 2014 et 2015, la Séma-E a conclu par ailleurs différents marchés qui impactent directement ou indirectement sur le coût du service « déchets ménagers » de la CASVL : transport des déchets incinérables au SIVERT, transport des recyclables à Seiche-sur-le-Loir et de refus de tri vers Lasse, transport des déchets verts de Bellevue à Cizay-la-Madeleine. Le fait de disposer de cette structure de transport, localisée sur le centre d'environnement de Bellevue, permet d'optimiser les trajets vers les différents exutoires, en cherchant au maximum à ne pas rouler à vide et en limitant les trajets inutiles.

Par ailleurs, la SPL a sous-traité à la Séma-E par appel d'offres la gestion du centre de transfert. Cela permet à la Séma-E d'optimiser l'exploitation de la déchèterie pour les professionnels de Bellevue et de mutualiser les coûts de fonctionnement du site entre les deux sociétés. Fin 2019, la SPL a remis en concurrence l'exploitation du centre de transfert ; la Séma-E a été retenue pour une durée de 5 ans, soit de 2020 à 2024.

Enfin, la Séma-E assure le portage immobilier du siège de la SPL permettant à cette société nouvellement créée de bénéficier d'équipements de qualité. La Séma-E a répondu favorablement au besoin en locaux de Saumur Agglopropreté en portant un important projet de rénovation et

agrandissement des locaux du siège social, permettant à la société d'accueillir du personnel supplémentaire en 2020.

Ainsi, on considère que la société assure bien une mission d'intérêt général, puisqu'elle apporte un service aux collectivités locales et aux établissements publics du territoire.

Les apports financiers à la collectivité

La société contribue, en tant qu'acteur économique, au budget de la collectivité, par le biais de la CFE-CVAE, de la taxe foncière et de la TEOM.

Evolution de la SemA-E vers la production et la commercialisation d'énergies renouvelables et vers l'économie circulaire

Le Conseil d'administration a souhaité que la SemA-E s'oriente vers les énergies renouvelables et l'économie circulaire. Cette orientation a été validée par CASVL en conseil communautaire du 16 avril 2017.

C'est pourquoi des parts ont été prises dans Saumur Energies Vertes et dans la société Or Norme.

La SemA-E est très impliquée dans ces projets, y mobilise d'importants moyens humains.

La SemA-E prend donc une part dans la mise en œuvre de la transition énergétique du territoire et constitue un des bras armés de la collectivité.